La Suisse et les Nazis : le rapport Bergier pour tous [Pietro Boschetti]

Autor(en): **Jost, Hans Ulrich**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **12 (2005)**

Heft 2

PDF erstellt am: **29.03.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

von Gianni Haver und Pierre-Emmanuel Jaques zu Grunde. Auf knapp 120 Seiten fassen die Lausanner Filmhistoriker den gegenwärtigen Forschungsstand zu einem kohärenten Überblick über die ersten 50 Jahre Film und Kino in der Schweiz zusammen. Neu an diesem populärwissenschaftlich aufbereiteten Forschungsbericht sind nicht in erster Linie die präsentierten Erkenntnisse, sondern der Blickwinkel. Die Autoren legen viel Wert auf eine Ver-schiebung der Perspektive von Filmproduktion und -inhalt hin zur Praxis der Filmvorführung. Gefragt wird danach, was das einheimische Publikum wo, in welcher Form und unter welchen ökonomischen, politischen, kulturellen und sozialen Bedingungen zu sehen bekam und wie die Presse darauf reagierte. Dieser Perspektivenwechsel ist das grösste Verdienst und das grösste Manko zugleich. Denn ausgerechnet im Bereich der Filmvorführung, insbesondere ausserhalb der kommerziellen Kinoauswertung, klaffen noch erhebliche Forschungslükken. Nichtsdestotrotz bildet *Le spectacle cinématographique* eine wertvolle, gut lesbare Einstiegslektüre zu den Anfängen von Film und Kino in der Schweiz, die nicht nur für Studierende geeignet ist, sondern sich an alle am Thema Interessierten richtet, die sich möglichst rasch einen Überblick verschaffen möchten.

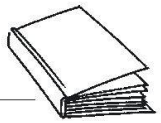
Yvonne Zimmermann (Zürich)

PIETRO BOSCHETTI
LA SUISSE ET LES NAZIS
LE RAPPORT BERGIER POUR TOUS

EDITIONS ZOE, GENEVE 2004, 192 P., FS 27.–

On s'en souvient, la parution en 2002 du Rapport final de la Commission indépendante d'Experts Suisse-Seconde Guerre Mondiale, *La Suisse, le national-socialisme et la Seconde Guerre Mondiale,* n'avait suscité aucun débat historique sérieux. Certes, il y eut bien ici ou là quelques commentaires, mais le plus souvent mêlés à des polémiques mal intentionnées. En outre, à examiner de plus près ces interventions, on se rendait vite compte que l'ouvrage en question n'avait été lu en général que superficiellement, ou alors très sélectivement. A l'évidence, ses 600 pages – pour ne pas parler des 11'000 que comportent les 25 volumes publiés par la Commission – dépassaient la capacité de lecture non seulement du public, mais aussi des journalistes et autres experts en la matière. Or aujourd'hui, le défi posé par cette occasion manquée est relevé par Pietro Boschetti, qui propose une synthèse de ce Rapport final. Historien de formation et journaliste de profession, il a été épaulé par quelques anciens membres de la Com-mission indépendante d'Experts, et pré-sente sa version «light» sous la forme d'un petit livre à la typographie aérée de 189 pages, y inclus une préface de 7 pages signée par le président de la Com-mission, Jean-François Bergier.

Disons-le d'emblée, cette entreprise de vulgarisation est une réussite. Certes, un tel effort de réduction comporte nécessairement certains défauts, ne serait-ce qu'en raison des choix à opérer au sein d'une si vaste matière. Ici pourtant, l'auteur ne s'est pas contenté de suivre la trame de son ouvrage de référence, mais il s'est efforcé de souligner les grandes lignes dégagées par l'ensemble des études de la Commission. Ainsi dans l'introduction, après avoir intégré une partie des données contenues dans les deux premiers chapitres du Rapport, Boschetti dresse le contexte historiographique et les événements politiques au fondement du travail de la Commission indépendante. Puis il entre en matière avec un chapitre consacré au problème des réfugiés, (ch. 3 du Rapport) suivi de cinq autres portant



respectivement sur les relations économiques et la place financière (II), le transit ferroviaire (III), l'or et la Banque nationale (IV), les filiales des entreprises suisses en Allemagne et le travail forcé (V) et, finalement, les biens en déshérence (VI). Une structure qui ne correspond plus tout à fait à celle du Rapport, dominé quant à lui par le quatrième chapitre traitant sur 220 pages du commerce extérieur et des relations financières de la Suisse avec l'Allemagne nazie. Néanmoins, en distribuant les principales composantes de ce long chapitre dans les différentes parties de son ouvrage, Boschetti rétablit en gros la logique thématique développée par la Commission. Avec pour effet que ce redoublement par homologie accentue la force, mais aussi les faiblesses du Rapport original (cf. à ce propos mon commentaire, *Revue suisse d'histoire* 52/3 [2002], p. 9–19).

Il en va ainsi de l'entrée en matière, qui dans les deux cas ouvre sur la question complexe des réfugiés. Or ce sujet hautement sensible, et pour cette raison aujourd'hui encore au cœur du débat public, est aussi celui dont le traitement prête le plus facilement le flanc à la critique et donc à la polémique. Il est ainsi aisé, à partir de considérations d'ordre éthique souvent utilisées à des fins inavouées, de contourner le montant global des chiffres par des exemples ou des souvenirs individuels, ou d'en contester la validité par un comptage particulier. Boschetti, quant à lui, imbrique l'histoire froide de cette tragédie – les lois et les mesures de la Confédération mais aussi la pratique du refoulement – avec des récits de cas concrets. Avec pour effet de nous rapprocher émotivement de l'état de détresse des candidats au refuge, et de permettre de mieux mesurer la portée des décisions administratives. Reste que la primauté accordée à ce thème, aussi légitime soit-elle, risque une fois de plus de faire de l'ombre aux chapitres suivants.

Il faut en effet garder présent à l'esprit, que les enjeux décisifs pour l'histoire de la Suisse durant la Seconde guerre mondiale sont traités dans les parties consacrées au commerce, au transit, à l'or dérobé par l'Allemagne nazie et aux af-faires des entrepreneurs et financiers hel-vétiques dans l'Europe sous le joug du IIIe Reich. Boschetti, en articulant ces différents domaines sous forme de petits chapitres synthétiques, offre à son lectorat la possibilité d'appréhender la complexité de ces questions. Et dès lors, on comprend aussi plus aisément les raisons pour lesquelles les acteurs de l'époque ont toujours refusé de faire un lien quelconque entre leurs affaires et le caractère criminel du IIIe Reich et des national-socialistes. Comme le souligne l'auteur, il s'agissait à leurs yeux de simples relations économiques et financières avec un ancien partenaire, l'Allemagne, qui jouait un rôle prépondérant dans l'économie helvétique depuis le début du 20e siècle. «Tous se passe comme si la bonne marche des affaires avait prévalu sur tout autre considération», conclut avec raison Boschetti à la page 86 de son ouvrage.

Cela dit, si les parties consacrées à l'économie sont à mon avis fort bien traitées, j'ai néanmoins quelques petites retouches à y apporter. Boschetti, il est vrai, montre que ce milieu avait pour ligne directrice de conduite la formule *business as usual*. (85) Or cette expression recouvre nécessairement des hommes, des chefs d'entreprises, des financiers, et tous ne se sont pas accommodés de la même façon à cette stratégie. En d'autres termes, il existe des responsables et des responsabilités que l'historien doit clairement distinguer et nommer. Rapidement évoquée dans les dernières pages de l'ouvrage seulement, cette réalité aurait pu être mieux profilée. La Suisse, faut-il le rappeler?, ne fut pas un bateau ivre dans la tourmente

de la Seconde guerre mondiale; le pays était même dirigé de manière autoritaire, et en fonction d'une logique précise. En ne différenciant pas suffisamment ces aspects, on risque de faire de l'Histoire un amalgame anonyme où la Suisse entière, toutes catégories de la population confondues, est responsable d'un business qui, dans les faits, impliquait certains groupes de dirigeants économiques.

Dans le même registre encore, on peut regretter que l'auteur pose la question de la «rentabilité» des affaires en des termes trop simplistes, ou de manière dissociée. (121, 129) Pour l'industrie et la finance helvétiques, il ne s'agissait pas en priorité d'engranger des profits fabuleux, à l'instar des profiteurs de guerres ordinaires. Conformes à une économie capitaliste avancée, les stratégies furent bien plus sophistiquées: anticiper sur les conditions du marché international au lendemain du conflit, et donc maintenir la performance de la structure industrielle et financière afin de disposer d'une bonne longueur d'avance sur les pays dévastés par la guerre. Et sur ce plan, il régnait au sein de l'élite helvétique un large consensus. Les chefs de l'économie (dont Heinrich Homberger) étaient en outre convaincus que dans l'avenir l'Allemagne continuerait d'être un partenaire commercial important; il s'agissait donc de la ménager, quel que soit son régime politique. Mais cet aspect, il faut le reconnaître, ne ressort pas très clairement non plus du Rapport final.

Ces quelques réserves exprimées, je souhaite vivement que l'ouvrage de Pietro Boschetti, dont la limpidité donne un accès rapide et pertinent à l'immense travail de la Commission indépendante d'experts Suisse-Seconde Guerre mondiale, rencontre l'intérêt d'un large lectorat. On aurait ainsi l'occasion de voir enfin se développer un véritable débat public, et les historiens seraient poussés à se plonger sérieusement dans les 25 volumes consacrés par la Commission à cette période controversée. N'oublions pas qu'en négligeant de faire entendre leurs voix, les scientifiques manquent non seulement à leur devoir, mais jouent tacitement le jeu de certains courants politiques dont l'objectif avoué est la mise au rencart, voire l'autodafé des Rapports de la Commission; avec l'espoir que serait ainsi rétabli l'état de refoulement et de mensonges qui caractérise l'historiographie de l'après-guerre.

Hans Ulrich Jost (Lausanne)

MARKUS SCHMITZ WESTDEUTSCHLAND UND DIE SCHWEIZ NACH DEM KRIEG DIE NEUFORMIERUNG DER BILATERALEN BEZIEHUNGEN 1945–1952

NEUE ZÜRCHER ZEITUNG, ZÜRICH 2003, 585 S., FR. 58.–

Im Glauben daran, dass es eines Tages wieder einen deutschen Staat und eine deutsche Regierung geben würde, machte sich die schweizerische Diplomatie nach dem Untergang des Deutschen Reichs sogleich an den (Wieder-)Aufbau der Be-ziehungen. Die Aufarbeitung der deutsch-schweizerischen Beziehungen in den unmittelbaren Nachkriegsjahren liegt laut Markus Schmitz seit Jahren «im toten Winkel» der Geschichtswissenschaft, und dies obwohl dem Thema zentrale Bedeutung beizumessen ist. Diese Lücke versucht der Autor mit seiner Dissertation zu schliessen und erforscht mit Akribie das durch «scheinbar unauffällige Harmonie» geprägte Verhältnis der beiden so unterschiedlichen Staaten.

Die Arbeit beginnt mit dem Ende und gleichzeitigen Neuanfang der deutsch-schweizerischen Beziehungen: Am 8. Mai 1945 fasste der schweizerische Bundes-